

Résumé et critiques de « Beaufs et barbares »

d'Houria Bouteldja

J'ai aimé son analyse sensible et solide sur des populations méprisées par condescendance ou racisme, jamais victimes, toujours résistantes. Les damnés de la terre sont au centre, ce sont les héros de l'Histoire.

Mais j'ai aussi détesté le traitement en miroir quasi parfait des classes populaires blanches, qui sont presque systématiquement présentées comme des coquilles vides ayant oublié leur culture, leur mode de vie, et s'attachant désespérément à ce que leur laisse la classe dirigeante, être de bons consommateurs attachés à leur nation...

On entame « Beaufs et barbares » dans un imaginaire de fin du monde, où « ce n'est plus l'espoir qui nous fera vivre, mais le désespoir »^(page 10). Ce monde à détruire, c'est celui de la division raciale. Comment ? Par le grand soir insurrectionnel^(p 12), mais pas avec la gauche radicale qui est d'emblée posée comme insignifiante^(p 13). L'événement se prépare avant tout en repensant l'État comme un État racial intégral¹, et se mettra en mouvement par le jaillissement spontané des révoltes populaires

Et oui, puisque les organisations résistantes de gauche sont écartées d'office...

qui conduira à la destruction du monde raciste. Les révolutionnaires seront les beaufs et les barbares, c'est-à-dire ceux du mépris de classe et du racisme.

Rare occurrence où les couches populaires blanches sont présenté-es comme parties agissantes de l'Histoire et encore... seulement sous forme d'hypothèse future. Me reconnaissant comme élève de l'école de la classe ouvrière, j'ai été interpellé de ne trouver aucune remise en cause du rapport au travail, qui soit individuel ou collectif dans l'acte révolutionnaire.

Première partie : L'État racial intégral ou le pessimisme de la raison

L'État racial

L'analyse historique des rapports de classe, de race et de genre est décrite comme technologie d'organisation sociale au service de la classe dirigeante pour la maintenir au pouvoir par l'exploitation, soit l'extraction de la plus-value à l'échelle de la planète². Comme pour marquer la différence entre le rapport de race et de classe, le premier est défini comme celui de l'esclavage, soit l'extrême violence, et le second comme un compromis contractuel.

Comme si la souffrance des travailleurs et travailleuses dans la production capitaliste n'existait pas... Que l'esclavage surpasse largement le travail capitaliste en brutalité, c'est clair et important de le rappeler. Mais en quoi il est justifié de supprimer toute trace de violence dans le rapport capitaliste ?

Quant au rapport de genre, il est caractérisé par le travail domestique gratuit.

Suivant la pensée décoloniale, le basculement dans la modernité survient en

-
- 1 Page 14 : en référence à l'état intégral de Gramsci, « l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination , mais réussit à maintenir le consentement actif des gouvernés »
 - 2 Page 25 : « Le rapport de race, c'est le vol, l'accaparement des terres et des ressources, le viol, et la mise à mort des "peuples de couleur" en amont du processus de production »^(p 25). « Le rapport de classe, c'est un compromis matérialisé par un contrat de vente-achat (...). Le patron achète la force de travail contre une rémunération (...). Le rapport de classe lie les patrons blancs à des prolétaires blancs dans lequel le patron concède une partie, certes infime, de son bénéfice. C'est ce qui distingue radicalement l'esclave du prolétaire »^(p 26). Le rapport de genre, c'est un rapport qui lie la femme au patron de son mari avec pour rôle de reproduire la force de travail sans rémunération^(p 26).

1493, soit bien avant ladite révolution industrielle et la constitution de la classe ouvrière. C'est fondamental pour penser le caractère spécifique des rapports de race dans la modernité, c'est-à-dire du monde hiérarchisé racialement. Mais l'oppression raciale a toujours butté contre « la lutte des damnés de la terre qu'il me plaît à considérer comme un puissant moteur de l'histoire »^(p 30). La préhistoire de l'État racial (l'esclavage), sa version naturaliste³ et historiciste⁴, sont de grandes catégories historiques d'oppression raciale. La révolution bourgeoise française de 1789 est analysée comme une alliance interclassiste^(p 49) au dépens des noir-es esclavagisé-es et colonisé-es.

Les analyses du moment révolutionnaire français entre 1789 et 1795 sont très disputées, mais je voudrais souligner toutefois qu'il y a eu plusieurs moments révolutionnaires pendant cette période, et celui où les montagnards sont au pouvoir en 1794 ne peut être balayé à mes yeux comme une alliance interclassiste blanche.

A ce sujet, je cite le livre de Marc Balissa «la révolution française et ses colonies » qui a donné lieu à une interview sur hors-série, qui m'a beaucoup éclairé sur les luttes de pouvoir entre hommes de couleur esclavagisés, colonisés, blancs esclavagistes, hommes de couleur esclavagistes, colons abolitionnistes blancs républicains... Le seul acteur qui peut être lié aux couches les plus exploitées de la société pourrait être les montagnards à l'assemblée. Ceux-là même ont pris le pouvoir en 1793 et ont voté l'abolition de l'esclavage en 1794 suite à une délégation de députés de Saint-Domingue qui proposait une association entre le peuple libre de France et le nouveau peuple de Saint-Domingue en arborant un drapeau tricolore noir – blanc – rouge symbolisant l'égalité de l'épiderme.

La notion floue de peuple gomme les contradictions de classe au profit du sentiment national, au cœur de l'hégémonisation du pouvoir bourgeois. La cause de l'État racial et colonial de la troisième république est le *pacte racial*^(p 51).

Avec les pactes, on comprend qu'il n'y a pas de conquêtes ouvrières, seulement des compromissions racistes avec l'État bourgeois. Je suis intimement convaincu que la notion de pacte ou de compromis est une fable que la classe dirigeante se raconte pour justifier son oppression envers un peuple, qui tant qu'il ne se révolte pas massivement, est présumé consentant par la bourgeoisie.

Pacte qui impose « le primat de la bourgeoisie sur les classes subalternes, primat des classes subalternes sur les races inférieures ».

Que la troisième république soit un État racial et colonial, et que le sentiment national est fabriqué pour asseoir le pouvoir bourgeois, ok. Mais sur la notion de pacte... Un pacte racial conclu avec qui ? Je l'interprète comme un accord racial entre des « subalternes » blancs qui ont pactisé avec les bourgeois. Et j'en suis assez dubitatif car les seuls véritables moments historiques après 1795 où les classes populaires ont pris la parole en acte sont les révolutions de 1830 et 1848 et 1870. il m'est difficile de concevoir ces périodes révolutionnaires comme des pactes interclassistes avec la classe dirigeante contre les non-blancs.

« Le pacte national social est aussi un pacte racial »⁵. Mais les luttes des peuples esclavagisés ont secoué la politique impérialiste de la métropole coloniale. « La révolution haïtienne a ébranlé les certitudes des naturalistes, et a fait entrer avec fracas les esclaves dans l'histoire »^(p 57).

3 Page 33 : conception biologique et héréditaire de la race.

4 Page 33 : conception progressiste selon laquelle l'indigène peut se réformer.

5 Page 55 : Au « pacte » national (et donc racial), se lie un pacte social où sont énumérés une série de mesures sociales comme la limite du temps de travail ou le droit de grève en Grande Bretagne et en France.

La construction nationale de pays coloniaux est d'emblée associée à la construction du racisme, qui donnent un prétexte aux patrons pour sur-exploiter les étrangers. « Au sortir du XIX^{ème} siècle, les étrangers européens et non-blancs sont désormais nombreux à l'intérieur des espaces nationaux, où ils concurrencent les travailleurs nationaux»^(p 59), « le racisme devient une pièce maîtresse de la relation sociale car il faut protéger l'espace français »⁶. « La lutte des classes »^(p 60), évoquée en référence aux conquêtes de 1936 et de la sécurité sociale d'après-guerre, est qualifiée de « compromis historique »^(p 60) qui fait place à une « nouvelle page du pacte social/racial ».

Ici encore, la ritournelle bourgeoise qui n'a jamais cessé de disqualifier les conquêtes ouvrières en compromis est reprise une fois de plus par une camarade... Mais l'acmé du négationnisme ouvrier arrive très peu après où « le droit du travail, la sécurité sociale, les salaires, la retraite, les hôpitaux, l'école, les services publics »(p 66) , sont qualifiés de « privilèges de la classe ouvrière blanche »(p 60). Là, je suis carrément révolté... Un privilège, c'est une injustice par définition insupportable qu'il faut abolir. Il ne reste donc qu'à tout abolir ! Tout détruire ! Puisque la classe ouvrière n'aurait jamais rien conquis, mais seulement acquis des privilèges blanc dans la compromission raciste, il est temps d'en finir avec ces privilèges ! A bas la sociale et tout le reste !

Et « l'effondrement de l'URSS en 1991 a précipité la fin du communisme comme utopie révolutionnaire ».

La fin de l'histoire annoncée par la classe dirigeante est carrément relayée... Si on considère la classe dirigeante comme toute puissante, comment penser sa fin autrement que par l'annihilation totale du monde actuel, qu'elle aurait façonné intégralement pour elle. Voilà, on retrouve le romantisme de la fin du monde des premières lignes d'ouverture «ce n'est plus l'espoir qui nous fera vivre mais le désespoir ». « Ce monde est capitaliste (...) Il faut y mettre fin». La tabula rasa, c'est aussi détruire les institutions du salariat (qui naissent en 1910 par le code du travail et se poursuivent par les conventions collectives, la qualification attachée au poste de travail puis à la personne même), qui sont des conquêtes anticapitalistes contre le travail à la tâche. Mais prôner l'abolition du salariat, c'est épouser le même rêve que la bourgeoisie... Or, nous avons la prétention de croire à réseau salariat qu'étendre des institutions du salariat par la souveraineté sur le travail individuel et collectif, généraliser la propriété d'usage (impliquant l'abolition de la propriété lucrative), et verser à chacun-e un salaire à vie est un chemin de sortie du capitalisme qui s'appuie sur (et non qui détruit) les conquêtes ouvrières. La sociale, ce n'est pas l'état social ! (lire La bataille de la Sécu de Nicolas Da Silva qui différencie radicalement la sociale, contre l'état social et le capital)

Race et société politique

Le chapitre suivant se penche sur le rapport avec les luttes anti-impérialistes et anti-coloniales qu'entretiennent les organisations ouvrières de masse que sont le Parti Communiste Français (PCF) et la Confédération Général du Travail (CGT), en les présentant dès l'introduction comme parties prenantes de la formation de l'État racial intégral.

Pour le PCF, la ligne anti-impérialiste était claire jusqu'en entre 1920 / 1936 : « la lutte contre la guerre coloniale du RIF, la création de l'Étoile Nord-Africaine (ENA) »^(p 73), bien que le PCF a toujours voulu exercer le contrôle sur cette dernière et sur d'autres organisations autonomes comme le Parti Communiste Algérien (PCA). Il y a toujours eu d'authentiques communistes internationalistes^(p 77), mais la direction du parti ne l'a que rarement été. En 1937, Robert Deloche membre de la section coloniale écrit que « sous prétexte de l'indépendance, les peuples coloniaux travaillent en réalité à la victoire du fascisme »^(p 93), et Thorez ajoute en 1945 que « l'union libre des peuples coloniaux permettra à celle ci de remplir sa mission à travers le monde »^(p 93), qu'elle refasse « sa grandeur »^(p 103). On lit dans les cahiers du communisme de 1945 que « les colonies sont absolument incapables d'exister économiquement, et par conséquent comme nation indépendante »^(p 104). En 1945 toujours, le PCA et PCF soutiennent la répression du mouvement Constantinois. En Indochine, « l'influence française ne saurait être contestée »⁷. En Mai 1956, le PCF s'oppose au mouvement contre l'envoi d'appelés en Algérie, « malgré le fait que de nombreux militants communistes ont participé ou initié ces luttes (...) se contentant d'appeler à la négociation »^(p 105), car « il ne faut pas sacrifier le tout à la partie »^(p 112).

Pour la CGT les débuts du syndicat révolutionnaire affirment une ligne internationaliste forte renforcée par la charte d'Amiens en 1906^(p 116). En 1921, la CGTU se prononce « contre tout refoulement et limitation de l'emploi de la main d'œuvre immigrée, et pour la liberté complète des frontières »^(p 118), mais s'oppose à la création de syndicats indépendants noirs, qu'elle décrète contre-révolutionnaires^(p 119). Le « Statut des travailleurs immigrés » proposé par la CGTU en 1935 rompt avec les positions internationalistes et « ouvre la porte à un contrôle de l'emploi des étrangers cogéré avec le pouvoir »^(p 120). En avril 1946, le congrès de la CGT définit qu'il faut obtenir des garanties « pour éviter la concurrence avec les ouvriers français » mais est à la fois un lieu où l'internationalisme peut s'exprimer dans les luttes, et se déclare en faveur de l'indépendance de l'Algérie^(p 123). Malgré une répression féroce, comme celle de la manifestation du 14 juillet 1953 qui fait 7 morts dont 6 algériens^(p 124), la ligne pour l'indépendance de l'Algérie s'exprime fortement. Au moment de l'insurrection fin novembre 1954, des sections de la CGT la soutiennent alors que d'autres la condamnent. « Après la victoire du peuple algérien en 1962, (...) en 1963, (...) la CGT reconnaît surtout l'erreur de la fermeture des frontières ». Les grèves importantes des Ouvriers Spécialisés immigrés après 1968 ont payé « mais les syndicats sont restés éloignés du mouvement »^(p 132). Les grèves de Talbot entre 1982-1984 des OS majoritairement marocains pour de meilleures conditions de travail et des aménagements du temps de travail pour prier ou en période de ramadan sont soutenus par la CGT^(p 134). En 1995, la CGT et SUD refusent la concurrence entre travailleurs⁸. Le mouvement des sans papiers avec occupation de l'église Sainte-Ambroise puis Saint Bernard^(p 135) est soutenu par la CGT.

A la lecture des éléments de ce chapitre, il est sans équivoque que les positionnements

7 Page 106 : dans l'Huma 1944.

8 Page 135 : marche des chômeurs, l'Appel des Sans.

sur l'internationalisme du PCF sont clairement marqués à partir de 1945 par une doctrine nationale de rayonnement mondial, refusant l'indépendance des peuples colonisés par la France. Mais le positionnement chauviniste prêté en introduction à la CGT est très exagéré.

Race et société civile

La lecture du prochain chapitre s'engage par une discussion sur le vote, qui serait un choix de part et d'autre du clivage de classe blanc^(p 139) alors que les indigènes n'en auraient qu'un : «le vote blanc ».

Mais le vote tel qu'il est institué aujourd'hui, c'est le niveau 0 de la démocratie où l'on se dépossède de notre pouvoir de décision en catimini dans les isolements au bénéfice d'élu-es professionnel-les non révocables.

Le vote a presque autant d'impact sur la politique que la consommation sur la production, c'est-à-dire quasiment rien. Le « consommateur » n'a pas plus de pouvoir sur les marchandises qui jonchent les rayons des supermarchés que le citoyen sur l'« offre » politique électorale (la marchandisation de la politique est même intégrée dans le vocabulaire...). La seule différence dans le cas du suffrage universel est que la capacité (soi disant pouvoir) d'achat politique est la même pour tou-tes les citoyens, et encore depuis peu... Blanc ou non, le non-pouvoir du vote est universel...

Faire donc du vote le « fruit d'un rapport de force entre État racial/bourgeois et société politique »(p 141) est non seulement très contestable, mais permet d'assimiler tout un chacun comme responsable de la politique raciale de la classe dirigeante, et de faire paraître plus tangible la thèse du compromis (pacte) racial.

Le « pacte racial » serait le compromis dont le moteur idéologique se situe dans le triptyque liberté / égalité / fraternité. Triptyque méticuleusement démonté par l'observation de situations réelles que vit la population. Malgré ce non-choix des indigènes en France, Houria B. soutient personnellement un rapport tactique au système électoral^(p 148).

L'extrême gauche est décrite comme authentiquement internationaliste et antiraciste^(p 148) mais en décalage avec les « petits blancs » présentés comme le produit de cinq cents ans de domination^(p 148). Leurs affects sont le nationalisme et l'individualisme. Si une histoire héroïque des « petits » est bien évoquée comme la commune et d'autres moments révolutionnaires, elle n'existe plus car aujourd'hui, les « emmerdeurs sont mués en patriotes »^(p 148) en collaborateurs de race entre petits et grands blancs. Alors que « l'indigène sait préserver une part de son être, de son identité et de son histoire, ce dont lui, le petit blanc a été amputé »

Sans nier la destruction culturelle que le capitalisme a su organiser, déclarer complètement mortes toutes les références symboliques, culturelles et historiques des classes populaires blanches m'est insupportable, tellement le mépris de classe y est poussé à l'extrême.

Le champ politique blanc accouché

Contre l'idée que le racisme serait une « passion d'en haut »^(p 159), le racisme est défini comme un système qui englobe toutes les couches sociales, mais qui est passionnément entretenu par la classe dirigeante. Elle souligne que celles-ci « ont un intérêt vital au maintien de la suprématie blanche, (...) constamment alimenté par les partis, organisations, intellectuels représentant de la classe des possédants. Les médias sont le fer de lance du racisme d'État (...) l'islamophobie est le sport favori des élites françaises ». Mais bien que les « petits blancs » se caractérisent par des siècles de domination, ils seraient le « maillon faible » du pacte racial.

Contre toute attente, les « petits blancs » qui jusque là étaient présentés comme partie prenante du consensus de race, intégralement plongés dans leur misère culturelle de la blanchité, c'est à dire du nationalisme et du racisme, seraient le « maillon faible » du pacte racial.

L'explication viendrait « de la baisse de la rente impériale entre autres ».

Cette explication est encore une fois totalement aliénée au discours de la bourgeoisie qui nie en permanence la classe ouvrière comme actrice de l'histoire en falsifiant ses conquêtes en concessions du capital. Ainsi, le régime général n'aurait été possible qu'avec la rente impériale ! Rien de plus faux ! « La sociale » est gérée dès le départ par celles et ceux qui en bénéficiaient, c'est à dire en dehors de la main de l'État et du capital. C'est bien pour ça qu'elle fait l'objet d'attaques continues depuis sa création par la classe dominante. Elle n'est le fruit d'aucun compromis, elle est le déjà-là communiste insupportable pour la classe dirigeante.

La blanchité est un rapport social, et les Blancs ne sont pas réductibles à leur blanchité et n'en sont pas complètement captifs.

Première occurrence où lesdits « petits blancs » sont sortis de leur détermination raciste.

Le travail militant serait de cerner ce qui définit la dignité des « Français, par extension des européens et des Occidentaux » pour les détourner de leur blanchité^(p 165). C'est la transition à la seconde grande partie du livre « l'amour révolutionnaire, ou optimisme de la volonté ».

Seconde partie : L'amour révolutionnaire ou l'optimisme de la volonté

Les blancs aiment-ils les enfants ?

Le « petit blanc » à l'étude sera majoritairement le gilet jaune par un « regard d'une indigène »^(p 177). Houria B. exprime un mélange d'empathie⁹, de pitié¹⁰, et relaie une compréhension mêlée parfois de revanche d'indigènes envers la répression des gilets jaunes¹¹.

S'enchaîne une comparaison historique entre la politique coloniale de Napoléon, où il était nécessaire de convaincre les français du bien-fondé de la politique impérialiste¹². Mais aujourd'hui «le consensus impérialiste est généralisé » et produit une indifférence de l'opinion aux ravages des guerres tout en renforçant l'idée que la France doit assumer un rôle de puissance mondiale^(p 180). Houria B. soutient que l'indifférence est un trait d'humanité blanche car tout blanc sait que cet ordre lui est bénéfique^(p 183). Elle caractérise l'antiracisme moral des années 80 de droite et de gauche, qui a fait émerger l'idée que les non-Blancs étaient favorisés. Dans la part de dignité que les gilets jaunes ont revendiqué sur un plan social et identitaire¹³, Houria B. veut démêler le vrai du faux et fait dire aux gilets jaunes qu'il y a « trahison par la France, et que les élites leur préfèrent les indigènes ».

Ce qui est à mes yeux plutôt un ré-encodage du mouvement dans sa théorie du pacte racial. Au passage, elle esquisse une forme de culture populaire des «petits blancs », en déclin mais donc toujours présente, en parlant des cafés, des églises, des carnavals, des orchestres(p 187) , celle-là même que les « petits blancs » auraient définitivement perdu, contrairement aux indigènes qui ont su préserver leurs êtres, leurs histoires, leurs identités(p 150).

Mais le fait que les gilets n'aient pas exprimé leur sentiments racistes l'interroge^(p 188). Pour elle, c'est leur « instinct qui leur commandaient de ne laisser aucune prise à la bonne conscience »^(p 191) bourgeoise.

La politisation par la lutte a dirigé la colère contre l'État plutôt que contre les noirs et les arabes ? Non... Pour Houria B., des gilets jaunes qui se pensent par eux-mêmes comme classe pour soi outrepassent complètement le statut de victime soumises et brisées qu'elle leur a assigné jusqu'alors. Le racisme n'aurait pas été écarté par une pensée rationnelle, mais aurait été tu par une peur irrationnelle. Le recours à l'inconscient stratégique est pratique lorsque les faits semblent contredire une théorie sociale...

9 Page 173 : « Je vis leur déclasserment comme une injustice ».

10 Page 173 « avoir pitié (...) de ces petits blancs restés dans nos quartiers ».

11 Page 176 : propos de Maadou Kiltran.

12 Page 178 : « surtout après la révolution haïtienne et la déclaration des droits de l'homme en 1793 ».

13 Page 186 : Les gilets jaunes ont « réclamé leur part de dignité sur un plan social et identitaire (...), se faisant ils se réclamaient plus victimes que les victimes préférées du pouvoir ». « voilà qui avait de quoi déstabiliser l'indigène politique qui considère le sujet postcolonial comme la victime ultime de l'ordre social ».

La suite analyse le sentiment que les indigènes serait privilégiés. Sentiment que les petits Blancs « croient dur comme fer ».

Sous-texte : car ce sont toutes des victimes aliénées et racistes incapables de penser rationnellement par eux mêmes...

La thèse qui assimile les banlieues et les centres villes bourgeois comme bénéficiaires de la mondialisation contre les campagnes et périphéries est démontée. « Les quartiers d'immigration sont globalement et de loin les plus pauvres de France »^(p 193). Et si argent dans les banlieues il y a, c'est pour acheter la paix sociale. «l'indigène reste tendanciellement le plus pauvre — dernier embauché, premier licencié — (...) ses croyances sont criminalisées, ses lieux de culte sont sous pression, on s'essuie les pieds sur son sacré (...) il remplit les prisons, il meurt sous les balles de la police et en général n'a droit à aucun procès équitable »^(p 194). Mais les « petits blancs » s'indigénisent par leur décrochage social, ce qui peut être considéré à la fois comme une menace politique et comme une aubaine.

Le discours nationaliste, masculiniste et antisémite de Soral aurait su rallier des beaufs et des barbares rassemblés dans une fierté française. Il est soutenu que la perte de puissance virile chez les petits blancs est une des explications dans l'adhésion au discours de Soral.

Le supposé déclin viril ressenti par des « petits blancs » n'est pas vrai partout, en particulier dans certaine campagne où c'est la domination masculine dans les sociabilités qui est plutôt observée (Benoît coquart Benoît Coquard. Dans Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin (La Découverte, 2019).

Les mains sales¹⁴

Les prolétaires blancs et non blancs sont plutôt réac mais il faut faire avec sans les encourager dans cette voie, en cherchant à y percevoir la part lumineuse^(p 208). En référence à l'affaire Miss Provence, et à Pascal Bruckner, Houria B. rappelle comment elle a payé après avoir écrit « l'antitatarisme des Palestiniens (et des banlieues) ». Elle voit dans l'action de Mélenchon de ne pas participer à la manifestation des policiers suite au meurtre d'Eric Masson une prise de risque : « il s'est sali les mains ».

Je ne comprends pas en quoi le fait de tenir ferme une ligne révolutionnaire sur le front du racisme, de l'anti-impérialisme, de l'anti-capitalisme et du féminisme salirait les mains... Ce qui n'empêche en rien la participation à des soulèvements ou des insurrections qui en effet ne sont que rarement « pures ».

Stratégiquement, la réalité et les victoires de l'autonomie indigène a su peser sur le débat politique au point de faire participer Martinez et Mélenchon à la marche contre l'islamophobie en 2019, mais elle s'est accompagnée d'une mise sous

14 Je n'ai pas réussi à résumer le dernier chapitre « le choix des ancêtres », qui se termine par un poème de Nâzım Himet, « La plus drôle des créatures » traduit du turc par Hasan gureh, in Nazım.

silence des thèmes du mouvement décolonial dans les organisations à gauche. Houria B. en tire les conséquences : « Ni complaisance, ni paranoïa (...) bâtir une stratégie politique qui dépasse à la fois le séparatisme et l'intégrationniste »^(p 217). Houria B souligne que l'alliance entre les beaufs et les barbares ne peut faire l'économie de l'analyse de leurs affects « Les premiers se foutent de l'impérialisme et de ses ravages. Les seconds en souffrent. »^(p 218). Et malgré un positionnement inattendu d'un parti politique de gauche significatif « qui rompt avec le consensus islamophobe (...) identitaire (...) sécuritaire (...) impérialiste »^(p 220) mais encore très loin d'être décolonial, il est absolument nécessaire de tirer de l'asymétrie des affects ce qui fait « une communion des indignations, une réciprocité des solidarités, une convergence d'intérêts »^(p 220). Il faut ainsi « redéfinir une nouvelle dignité blanche concurrentielle de celle de l'extrême droite (...) autre que la résignation ou le racisme »^(p 220).

Plutôt que de condamner, Houria B. nous pousse à comprendre sans justifier les perversions nationalistes, antisémites et sexistes des beaufs et des barbares, afin de les combattre et les détruire. En particulier, l'extrême droite a su jouer sa carte raciste sur les questions d'identité, d'attachement à des modes de vie alors que la gauche a toujours balayé avec dédain ces questions. « L'effroi devant le broyage de la vie simple, des relations simples, des goûts simples et le besoin de valeur absolus font la fortune de la mélancolie d'extrême droite (...) ce sont pourtant des questions qu'il n'est pas impossible d'articuler avec un projet d'émancipation radicalement antifasciste »^(p 227).

Enfin, pour clore ce livre, Houria B. postule que l'Union Européenne incarne le déracinement des classes populaires blanches, et peut être le maillon faible qui peut constituer un ennemi commun entre beaufs et barbares. La sortie de l'UE « pourrait matérialiser le retour au cadre national et la possibilité de son dépassement, où pourrait se reformuler la souveraineté populaire et redéfinir une nouvelle géopolitique du monde. Cette géopolitique pourra aussi s'appeler la 'désoccidentalisation des rapports internationaux' »^(p 229), tout en soulignant que le Frexit peut aussi tout à fait « servir un agenda raciste et impérialiste »^(p 230) en prenant exemple du Brexit. La sortie de l'UE et le retour à l'État nation serait « une étape essentielle, si l'on veut voir la lutte progresser » mais son « dépassement » serait « un horizon relativement lointain »^(p 233) « dont les conditions de réalisation dépendent en grande partie de l'existence d'une puissance utopie populaire à l'échelle du monde. D'une nouvelle Idée. Comme hier le communisme ».

Brandir le NON pour fédérer, l'ennemi commun pour rassembler (fût t'il la détestable Union Européenne) comme une étape pour construire un projet émancipateur, est en divergence complète avec ce qui nous anime et contre quoi on se bat à réseau salariat. J'ai appris à croire en la force d'une proposition radicalement communiste, qui s'ancre historiquement dans ce que la classe ouvrière a fait de plus incroyable : conquérir le pouvoir sur le travail contre l'État et le Capital sur une partie de la production : celle du régime général de la sécurité sociale.

Je suis certain que La Sociale est une source de grande fierté pour les classes populaires blanches, mais que sa généralisation en salaire à vie pour tous les habitant-es peut aussi être fédérateur pour bien de non-blancs. Pourquoi ? En premier lieu, quelle que soit les nationalités, le simple fait de vivre sur le territoire donne à chacun-ne le statut de producteur-ice. Ce statut, c'est la liberté individuelle et collective au travail,

la généralisation de la propriété d'usage et un salaire à vie versé indépendamment de l'activité exercée. Au-delà d'assurer une liberté inouïe pour mener sa vie comme on le souhaite, ce statut abolit aussi de fait les moyens de répression racistes comme les contrôles d'identités, et rend caduque la peur de l'étranger (qui concurrencerait le travail et profiterait des allocs).

Utopie ? Non. La socialisation par secteur professionnel comme l'alimentation, la culture, le transport, la formation universitaire et professionnelle, les médias... et même l'intégralité de la production est tout à fait figurable pour tout le monde. La sécu, ça parle ! Il est certain que cette idée, ou plutôt ce chemin ne pourra se construire qu'avec les luttes anticapitalistes, décoloniales, féministes et écologistes. Car le communisme est un mouvement qui vient des gens, de leurs combats, de tous leurs combats.

*Bien qu'en désaccord sur bien des points, j'ai appris et évolué
à la lecture de Beaufs et Barbares d'Houria B. C'est en cela
que je ne peux que recommander sa lecture.*

ious